

LES CRISPATIONS DU P^r VALETTE OU L'AMIRAL DECOUX REVU PAR UN PIED-NOIR. par Alain LÉGER (1995)

Ancien étudiant et professeur à Alger, titulaire de la Valeur militaire, Jacques Valette enseigne depuis 1967 à la faculté d'histoire de Poitiers. Auteur d'une œuvre déjà abondante quoique confidentielle, il vient de consacrer un diptyque à *L'Indochine de 1940 à 1945* (Sedes, 1992) et de 1945 à 1954 (Armand Colin, 1995), sachant que rien de notable ne serait survenu auparavant (t 1, p. 5).

Considérons la Deuxième Guerre mondiale. C'est une période caractérisée, pour reprendre une expression de Philippe Franchini, par un ménage à trois entre Vietnamiens, Français et Japonais. Valette choisit, lui, de se concentrer sur la confrontation entre Français et Japonais, c'est-à-dire d'une part sur le régime Decoux, d'autre part sur la Résistance locale et l'action de la France libre.

Cette confrontation est, en vérité, déjà bien connue grâce à de nombreux livres de témoignage et à des études classiques, dont celles de Marcel Gauthier, Philippe Devillers et, plus récemment, Paul Isoart, toutes superbement ignorées, sauf deux brèves mentions d'« Isoard ». En outre, Franchini en a donné un résumé acceptable dans *Les Guerres d'Indochine* (1, 171-172).

La présentation par Valette du régime Decoux, dont il ne saurait échapper à personne qu'il n'a maintenu une apparence de souveraineté qu'aussi longtemps qu'y ont consenti les fascistes japonais, ne cesse de surprendre. L'analyse des souvenirs de l'Amiral, malgré — et en raison — de nombreuses omissions, se résume à concéder que leur ton est marqué par l'épuration dont a eu à souffrir leur auteur (p. 43). La politique intérieure, peut-être au prétexte qu'elle « serait mal connue dans son élaboration » (p. 504), est expédiée en cinq pages superficielles (155-9). Le problème de la liberté laissée à la propagande en faveur de la collaboration franco-allemande, par exemple, est contourné au motif que la question resterait ouverte de savoir si, jusqu'au débarquement allié en Normandie, Decoux a bien fait fond sur une victoire de l'Axe.

Valette se déchaîne véritablement sur le chapitre de la politique extérieure. Selon lui, une action militaire « aurait été » étudiée à partir du 21 décembre 1941 contre la Nouvelle-Calédonie passée à la dissidence. L'initiative, nous assure-t-il, en revenait au commandant de la Marine à Saïgon mais Vichy et Decoux arrêtaient le projet. Un peu plus loin, Valette prétend que Decoux se contente de recevoir de Vichy une interdiction, « peut-être espérée en secret » (p. 179-182). De la nomination de l'Amiral le 19 décembre 1940 comme haut-commissaire du Pacifique, rien. De ses vitupérations contre « la triste légion d'égarés appelés gaullistes » qui s'était emparée du « caillou », encore rien. Du fait que l'Amiral lui-même ne songe même pas, dans ses mémoires, à nier ses

responsabilités dans le projet de contre-attaque, toujours rien¹.

L'histoire de la Résistance indochinoise a pu, pour sa part, être qualifiée d'« alinéa sans gloire à la Résistance métropolitaine » (Doyon). Les réseaux sur place n'ont compté qu'environ un millier de participants et, sauf exception, ils se sont bornés à une activité de renseignement, y compris contre le Viêt-Minh. Encore que ces renseignements aient permis aux Alliés de réussir de nombreuses attaques aériennes ou navales contre les Japonais. Le 9 mars 1945, jour où les Japonais décidèrent de balayer le pouvoir français en Indochine, seuls 5.363 militaires (dont 2.323 Indochinois) réussirent à échapper à la capture et si l'on excepte quelques noyaux inactifs, aucun groupe ne put se maintenir plus de deux mois sur le sol colonial malgré les ordres express de Paris, sauf quelques commandos terrestres ou navals qui continuèrent de harceler les Japonais jusqu'à la capitulation de Tokyo. Cependant, Valette considère l'étude de cette « guerre du secret » comme une « participation indispensable à l'histoire militaire nationale » (p. 7). Or, par un luxe de détails, un manque de continuité dans le récit et une absence de recul et de perspective, il ne réussit qu'à rendre encore plus confuse une histoire déjà fort embrouillée.

Pour la comprendre, il faut avoir à l'esprit l'existence de quatre échelons résistants :

1 — Passées les premières impulsions, on relève la création, en février 1943, par la France libre à Londres, d'une section « Indochine » confiée au général Catroux et, au sein du commissariat des Colonies, l'ouverture d'un bureau de l'Indochine offert à Lauret, professeur d'anglais de Saïgon ayant quitté la colonie depuis 1941. Après la création du Comité français de libération nationale (Alger, 3 juin 1943), le commissariat aux Colonies passe sous la responsabilité de Pleven. Il en sort en août un Comité interministériel du Pacifique, puis, en février 1945, un Comité interministériel pour l'Indochine (Cominindo) qui jouera un grand rôle jusqu'à sa dissolution en janvier 1947.

2 — À la suite de la délimitation des zones d'opérations en Extrême-Orient entre Anglais et Américains, un S.R. français est installé à Calcutta à la rentrée 1943 sous la direction de François de Langlade, puis (mars 1945) du colonel Roos. Il est doublé d'un service action sous les ordres du lieutenant-colonel de Crèveœur (jusqu'à 150 hommes intégrés dans la Force 136), puis d'un Corps léger d'intervention dont la création est confiée au général Blaizot.

3 — À Kunming (Chine du Sud), c'est-à-dire à l'écart de Tchoung-King, capitale de Tchong-Kaï Chek, une Mission militaire française (MMF) à caractère officieux est installée par de Gaulle dès la fin décembre 1940 ou le début janvier 1941 sous la direction politique du Pr Jean Escarra, puis, à la mi-1943, du général Pechkoff (fils naturel de Gorki). Elle dispose d'un S.R. commandé d'abord par le lieutenant-colonel Tutenges, officier de renseignement ayant travaillé pendant dix ans sur l'Indochine, soit sur place, soit à Paris, avant d'être muté en 1937 au Dahomey et de participer en 1940 au ralliement du Cameroun à la France libre. Son successeur (vers 1943 ?) est le lieutenant-colonel Emblanc, puis (fin 1944-début 1945) le capitaine Milon et, enfin (avril 1945), le chef d'escadron Jean Roger dit Sainteny qui réunit dans ses mains un S.A. et un S.R. sous le nom de Mission 5 (M 5) dépendant directement de Calcutta.

4 — Les réseaux indochinois travaillant directement avec les Anglais ou les

¹ Cet espèce de négationnisme rampant n'est pas un cas isolé dans l'œuvre de Valette. En 1901, on avait découvert à Poitiers une jeune femme folle enfermée par une famille bourgeoise conservatrice dans des conditions atroces, cheveux d'un mètre de long mêlés d'excréments, vermine, rats, maigreur extrême (25,8 kg à son entrée à l'Hôtel-Dieu), obscurité... L'affaire avait défrayé la chronique et eut les honneurs de *L'Illustration*. Gide en tira un livre en 1930, *La séquestrée de Poitiers*. Revu par Valette, ce scandale devient un "fait anecdotique", "Cette affaire simple et banale à l'époque — les familles évitaient de mettre leurs membres psychotiques dans un asile — fixait les rancunes sociales des petites gens de Poitiers". Cela n'aurait été qu'un objet de polémique électorale (*La Vienne de la préhistoire à nos jours*, Bordessoulles, 1986, p. 313).

Américains, ou bien passant par l'intermédiaire de la MMF.

Des conflits de toutes sortes entravèrent la marche de ces organismes. Un premier surgit avec le régime Decoux qui proteste énergiquement et avec succès contre les appels radiodiffusés à la désertion des militaires. Un autre surgit sur le rôle respectif des civils et des militaires. Des réseaux civils travaillant pour les Alliés n'ont aucune confiance dans les officiers coloniaux. Inversement, ces derniers accusent les civils de manque total de discrétion ou font valoir qu'ils restent les pivots de toute résistance. Le conflit fondamental partage les vichystes — qui prônent la prudence pour ne pas provoquer les Japonais — et les gaullistes qui fondent la légitimité de la présence française sur une participation à la libération de la colonie. Les premiers se leurrent, les seconds n'ont pas les moyens de leurs ambitions. Tous sont coupés des peuples indigènes et en proie à l'hostilité rédhibitoire des Chinois et des Américains.

Ces dissensions se cristallisent à la MMF sur la personne du colonel Coudray. Celui-ci a été expulsé par Decoux fin 1941 et s'est rendu à Beyrouth auprès de Catroux qui l'a renvoyé à Kunming. Là, il va désobéir aux ordres et prendre contact avec le régime Decoux dont il espère naïvement une aide en sous-main à la Résistance. Plus tard, il désapprouvera la nomination comme chef de la résistance du général Mordant, commandant supérieur des forces en Indochine, y voyant la consécration de la prééminence du militaire sur le civil. Son désaccord ne restera pas solitaire, de sorte qu'il sera éloigné en avril 1944, ainsi que son épouse restée à Hanoï.

Un nouveau conflit, beaucoup plus sérieux celui-là, surgira avec l'arrivée à Kunming de la mission giraudiste du capitaine de corvette Meynier au cours de l'été 1943. Cette mission a la faveur des Américains et des Chinois qui espèrent en tirer des renseignements sur l'Indochine sans passer par l'intermédiaire de la MMF, c'est-à-dire sans avoir à reconnaître *de facto* l'autorité de la France libre sur la colonie. Les heurts seront permanents entre le chef du S.R. de la MMF, Emblanc, et le capitaine Meynier, au point que les Chinois finiront en juin par bloquer l'activité de la mission. Finalement, Meynier sera rappelé à Paris et Emblanc remplacé un peu plus tard par le capitaine Milon. Ceci bien que Meynier ait eu l'oreille de Mordant, beaucoup plus porté à demander de l'aide aux Alliés qu'à agir lui-même.

Les Anglais procèdent à des parachutages à partir de Calcutta mais leur aide est contrariée par la surveillance sourcilleuse des Américains dont l'autorisation devait être sollicitée pour tout ce qui concernait la Thaïlande et l'Indochine. L'obstruction yankee s'avèrera particulièrement dramatique après le coup de force japonais où les forces françaises en repli ne recevront presque aucun soutien.

Tout n'est pourtant pas insignifiant dans ces péripéties. Il est piquant de noter que l'épouse vietnamienne du capitaine Meynier brûle d'un nationalisme mal dissimulé (261-2). De constater que les dix-sept membres indochinois de la mission giraudiste restent inutilisés et qu'on craint tellement leurs contacts avec des révolutionnaires annamites exilés qu'on recommande le renvoi de certains en Afrique du Nord (249). De lire les avertissements de Cosme, ambassadeur vichyste en Chine, puis au Japon : « En Asie, à l'heure actuelle, avec la poussée des nationalismes indigènes, une perte de souveraineté ne saurait être provisoire » (184). Ou ceux de Georges-Picot en mars 1944 : « Nous allons à la catastrophe en Extrême-Orient » (306-7). Sans parler du commissaire adjoint de la Sûreté de Hanoï, Valentin Morand, sorti du Tonkin en février 1945, qui explique dans un rapport à Sainteny que « la grande majorité des Annamites veut l'indépendance de son pays » (498).

À défaut de mentionner le mémorandum de De Gaulle et Giraud aux Alliés le 18 septembre 1943 ou de reproduire les déclarations des 8 décembre 1943 et 24 mars 1945, Valette donne à lire des documents symptomatiques, comme la note du commissaire aux Colonies Pleven du 23 août 1943 sur notre devoir de protection envers

les indigènes et la nécessité d'une reconquête de notre possession (303-4) ou les instructions du général de Gaulle envoyées en février 1944 au pusillanime Mordant (339-345).

Plusieurs notations biographiques sont à retenir. On découvre que M. Norre, directeur de l'Indochine au commissariat aux Colonies à Alger, est l'ancien chef de cabinet du gouverneur général Pasquier. Qu'il reçoit pour adjoint le banquier Alfred François, envoyé à Alger par Decoux pour expliquer que la souveraineté française a été entièrement préservée (!) et que les salaires augmentent plus vite que les prix (il était accompagné dans sa mission par Boisanger, conseiller diplomatique de l'Amiral). Que Blaizot, chargé de réunir le corps expéditionnaire, est un ancien officier colonial ayant servi en Indochine. Et l'on aurait souhaité lire que l'ingénieur des travaux publics Louis Longeaux, qui nous est présenté comme un des principaux responsables de la résistance civile au Tonkin, deviendra le chef de cabinet de D'Argenlieu pendant tout son proconsulat.

Mais ces « détails » n'intéressent guère M. Valette, beaucoup plus préoccupé de remâcher l'anticolonialisme de l'O.S.S. qu'il confond avec la francophobie, de s'interroger sur les « mystères » de l'attitude américaine et, plus encore, de dénoncer les agissements des gaullistes contre les tenants du vichysme et du giraudisme, lequel giraudisme n'est d'ailleurs jamais défini, ni dans son contenu, ni dans ses péripéties (succession de Darlan par Giraud en décembre 1942, co-présidence du CFLN avec de Gaulle en juin 1943, élimination en octobre) alors qu'il a été parfaitement caractérisé comme un « vichysme sans les Allemands ».

Car tel est bien le véritable propos de l'auteur, distiller son fiel antigauilliste, concéder quelques torts, ou plutôt quelques naïvetés ou maladresses, à Decoux et finir par célébrer très patriotiquement l'action des deux parties au service de l'intérêt national. Ainsi sont condamnées au même titre la répression des gaullistes par Decoux et l'épuration qu'eurent à subir les vichystes d'Indochine à leur retour en France (p. 5), comme si l'on pouvait mettre sur le même plan le crime et son châtement. Au demeurant, l'auteur montre bien quelques gaullistes maltraités, dont un qui est condamné à rester étendu sur un bat-flanc en béton, les chevilles entravées dans un carcan fixe pour avoir tenté de s'évader. Mais s'il use dans la préface du mode interrogatif (Un tel excès dans la répression antigauilliste s'imposait-il pour ne pas éveiller les craintes du commandement japonais ?), on passe dans le cours du texte à la litote (Un tel est expulsé parce que l'Amiral « est peu soucieux de complication » avec le Japon) et à la justification (cela « s'explique » par la nécessité de tromper le Japon, pp. 117-8).

Au vrai, cette terrible épuration qu'auraient subi les vichystes d'Indochine, on n'en voit que les prémisses en juillet 1944. Mais quid des barons du régime Decoux, ceux que Valette a respectueusement interviewés, comme Paul Chauvet, qui poursuivit en Afrique noire une belle carrière de gouverneur colonial, et comme Gautier, qui devint haut-commissaire adjoint de l'Indochine sous de Lattre et Letourneau, ou bien ceux qu'il cite ou évoque dévotement comme Bonfils ou Grandjean, qui s'étala après 1945 dans *Climats*, *Écrits de Paris* et *Rivarol*, pour ne rien dire des Aurillac, Cousseau et autres Faugère ?

À son tour, l'analyse du deuxième convive, le Japon (pp. 454-470), nous réserve d'autres surprises. Au fond, les Japonais auraient été des ennemis très fréquentables. Leur francophobie serait un « faux problème » car l'idéologie n'aurait pas été la motivation dominante de l'état-major et du gouvernement nippons. Leur propagande en faveur de la grande Asie aurait visé avant tout, si nous avons bien compris, à faciliter le recrutement d'éléments locaux, et la sympathique *Kempetai* aurait accordé la priorité à la surveillance de la communauté chinoise. Certes, il y eut les déclarations violemment antioccidentales du général Matsui, en visite *privée* en Indochine, mais Decoux y aurait parfaitement fait front en l'invitant à déjeuner (459), Valette oubliant seulement de préciser que ce Matsui

avait présidé au sac de Nankin, l'un des plus sinistres faits d'armes nippon.

Après le coup de force japonais du 9 mars 1945, les trois États indochinois auraient été « obligés » de proclamer leur indépendance (465, 470), laquelle n'aurait été qu'une comédie (466). Quant aux nationalistes vietnamiens, ils n'apparaissent vraiment qu'à la page 470 d'un livre qui en compte 507. On y apprend qu'après la révolte de Yen Bay en 1930, beaucoup de membres du VNQDD « fuyèrent » (sic) ² vers la Chine. Puis vient le temps du Viêt-Minh et son « meneur » Hô Chi Minh. Le 6 juin 1941, il a rédigé une lettre appelant au combat contre les occupants français et japonais, adressée, selon Valette, aux seuls notables, et en usant d'arguments que n'eut pas renié un vieux lettré chenu. À la fin de novembre 1944 (473), à moins que ce ne fut à la fin d'octobre (477), il serait entré au Tonkin mais ce qu'ignoraient les « auteurs courants », c'est qu'il serait bientôt rentré en Chine. Certes, les actions directes du Viêt-Minh contre les Japonais n'ont pas la réputation d'avoir été foudroyantes et il faut donc prendre au sérieux le rapport de l'inspecteur de la garde indigène de Pontich lorsqu'il rapporte que Giap lui a confié, le 23 mars 1945, qu'il devait freiner l'ardeur de ses troupes contre les Japonais (484). Mais des opérations viêt-minh ont bien eu lieu contre les Nippons. Salan lui-même mentionne des attaques de convois sur l'axe Langson-Ninming-Kunming (*Mémoires*, 1-241). L'opération la plus connue est la prise, le 15 juillet 1945, du poste du Tam-Dao qui opposa cinq cents Viêt-minh à quarante Japonais et permit de libérer 180 civils français qui furent conduits à la frontière chinoise (Devillers, *HVN*, p. 133, *PSH*, p. 63). D'autre part, à la faveur de la terrible famine qui commença de sévir au Tonkin à partir de l'automne 1944, le Viêt-Minh intensifia ses actions contre les réquisitions japonaises de riz, ce qui indisposa suffisamment les Nippons pour qu'ils arrêtent quelques centaines de Viêt-Minh réels ou supposés (*Leclerc et l'Indochine*, p. 41). Dès cette époque, des rapports français ont reconnu la valeur des combattants viêt-minh (Devillers, *HVN*, pp. 112-3). La qualité des analyses politico-militaires du Viêt-Minh est éclatante. Il s'est emparé en sous-main de plusieurs organisations de masse. Or, rien de tout cela n'apparaît chez Valette où la prise du pouvoir par l'Oncle Hô apparaît comme la réussite d'un complot minable à la faveur de circonstances favorables.

Et c'est ainsi que, tristement, petitement, M. Valette, membre de l'Académie des sciences coloniales, enseigne l'histoire aux jeunes générations de Poitiers, Sienna (1990), ou Swansea (1991). Cela valait bien les palmes académiques.

² Passons sur les virgules et majuscules aléatoires, les dates approximatives, les noms écorchés et autres menues erreurs bien naturelles.